



Communiqué de presse du Collectif Inter-Hôpitaux du 14/10/2020

A la veille d'une nouvelle journée de mobilisation des personnels hospitaliers et des usagers pour demander un plan massif et urgent de sauvetage de l'hôpital public, le Collectif Inter-Hôpitaux se félicite de l'avis rendu hier par le Conseil Economique Social et Environnemental intitulé « L'hôpital au service du droit à la santé ».

Le CESE, 3eme assemblée de la République qui représente la société civile, s'est autosaisi du dossier de l'hôpital public avant la crise du COVID19 devant l'importance des revendications concernant l'hôpital public dans des mouvements sociaux mais aussi du fait du très grand nombre de signataires de pétitions sur le sujet. Ce travail rigoureux et de qualité s'appuie sur l'auditions d'usagers et d'acteurs du service public de l'hôpital ainsi que sur le recueil de l'avis des citoyens au travers d'une plateforme numérique (70.000 participants, 4000 propositions citoyennes, 520.000 votes).

Le CESE énonce des principes et des préconisations qui appuient les revendications que le CIH porte depuis plus d'un an. Il rappelle tout d'abord que *« les dépenses de santé sont un investissement productif pour le pays et non pas une charge annuelle de fonctionnement pour les dépenses publiques »*.

La première préconisation est qu'*« il faut redonner de l'attractivité et du sens aux métiers de la santé 1/en procédant aux recrutements nécessaires et en imposant un ratio effectif/patient.e suffisant selon les services pour garantir la sécurité des personnes et de meilleures conditions de travail pour les personnels; 2/en revalorisant significativement l'ensemble des métiers de la santé, de la prévention et des soins pour atteindre la moyenne des 10 premiers pays de l'OCDE. »*

On retient aussi les préconisations de *« réserver la T2A aux soins standardisés », de « relancer l'investissement hospitalier en restructurant la dette, en la sortant du secteur marchand »* et de *« restructurer l'ONDAM autour des priorités de la politique de santé, (...) et le faire évoluer en fonction des besoins de santé et non pas en fonction des prévisions de recettes ou des objectifs d'économies. »*

Actuellement, les professionnels continuent à quitter massivement l'hôpital public, concrétisant l'échec du Ségur de la Santé. Pourtant, le projet de loi de financement de la sécurité sociale PLFSS prévoit encore près d'un milliard d'économie pour l'hôpital public en 2021. Le CIH adresse donc à chaque parlementaire un courrier exposant notre analyse du projet de LFSS (Cf Pièce jointe) et leur conseille de lire attentivement l'avis du CESE car il reflète l'avis majoritaire des personnels hospitaliers, des usagers et des citoyens de ce pays.

Le CIH interpelle donc les parlementaires pour leur demander de prendre position publiquement : il serait irresponsable de voter un nouveau plan de rigueur pour l'hôpital public. Le CIH rendra donc public la réponse des parlementaires et fera publicité de leur vote sur le PLFSS.